

Numéro de l'avis : 2026-21853172

Statut : Publié au BOAMP : n°26-74486.

Référence de TED : null - annonce diffusée le 24/07/2026 16:15.

Liste des diffuseurs : BOAMP, JOUE

Formulaire : MAPA - Avis de marché

Date d'envoi du présent avis : 24/07/2026 15:46

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral. Pour consulter le texte intégral aux formats officiels du présent avis, cliquez sur :

<https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-74486> et null.

Bloc 1. Identification de l'organisme qui passe le marché

Type d'organisme : Etat

Nom de l'organisme : Cour des comptes

Pays : FRANCE

Numéro dans la voie : 13

Type de voie : rue

Nom de la voie : rue Cambon

Ville : Paris

Code postal : 75001

Civilité : M

Nom : GAILLAC

Prénom : Nicolas

Fonction : Adjoint cheffe de département

Téléphone : 0172341834

Email : nicolas.gaillac@ccomptes.fr

Adresse du pouvoir adjudicateur (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Bloc 2. Description du marché

Objet du marché : Travaux de remplacement des équipements de la chaufferie de la Chambre Régionale des Comptes Haut de France à ARRAS

Travaux

Lieu d'exécution

Numéro dans la voie : 14

Type de voie : rue

Nom de la voie : rue du Marché au Filé

Code postal : 62012

Ville : Arras

Bloc 3. Caractéristiques principales

Caractéristiques principales : Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

Des variantes seront-elles prises en compte ? : Non

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : La nature et l'étendue des travaux sont précisées au CCTP

Bloc 4. Renseignements relatifs aux lots

Le marché est alloti : Non

Bloc 6. Durée du marché ou délai d'exécution

Date prévisionnelle de commencement des travaux : 15/04/2027

Durée de la prestation : 19 semaines (dont la période de préparation de 4 semaines)

Bloc 7. Conditions relatives au marché

Unité monétaire utilisée, l'euro

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché (le cas échéant) : La personne publique n'impose aucune forme de groupement pour la remise des offres. En cas d'attribution à un groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés

Bloc 8. Justifications

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après)
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public)
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public)

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public)
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public)
- Certificats de qualifications professionnelles (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public). La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat

Préciser : La preuve par tout moyen d'une qualification professionnelle minimale de type certification QUALIBAT 5213, ou équivalent

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Formulaire ATTR11, Acte d'engagement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution-marches-2016>)
- Formulaire DC4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public)
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté
- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOT12)
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

Commentaires : Le candidat complète et fournit les formulaires DC1 et DC2 et le cas échéant le DC4 joints au DCE. Les preuves de capacité exigées sont listées dans le règlement de la consultation (RC)

Bloc 9. Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction : Des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)

Bloc 10. Conditions de délai

Date limite de réception des offres dans le cas d'une procédure ouverte : 22/09/2026 12:00

Délai minimum de validité des offres : Durée

Nombre de jours minimum de validité des offres : 180

Bloc 11. Autres renseignements

Conditions de remise des offres ou des candidatures : Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) : <https://www.marchespublics.gouv.fr>

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :

CRC_HDF_Tvx_Chaudiere_2026

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels : Le dossier de consultation des entreprises est accessible gratuitement depuis le profil acheteur.

Renseignements complémentaires : La procédure de passation utilisée est celle de la procédure adaptée soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du code de la commande publique. La durée de validité des offres est fixée à 180 jours à compter de la date limite de leur réception. Une visite sur site est obligatoire. Les demandes de visite doivent se faire selon les conditions précisées à l'article 4.1 du règlement de consultation. Les critères de jugement des offres sont listés à l'article 5.2 du règlement de consultation. Des négociations pourront être menées avec les trois premiers candidats. Les modalités de négociation sont renseignées à l'article 5.3 du règlement de consultation. Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au Tribunal Administratif de Lille - 5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire 59000 Lille Tel: 03 59 54 23 42 - Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

13 Valider

13.1 Facturation

N° de service exécutant : FAC9510075

N° d'engagement juridique : 2400020658

Classe de profil : État

SIRET : 11000201100044

Dénomination (entité facturée) : Services du Premier ministre

Service ou destinataire : Service facturier

Numéro et libellé de la voie : 139 rue de Bercy

Code postal : 75012

Ville : Paris

Pays : FRANCE

TVA intracommunautaire : FR86110000288

13.2 Indexation de l'annonce

Les informations suivantes servent à la diffusion de votre annonce sur le site Internet.

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur <http://www.boamp.fr> : 22/09/2026

Objet de l'avis : (tel qu'il apparaîtra dans le moteur de recherche <http://boamp.fr>) : Travaux- chaudières CRC
Hauts de France

Nom de l'organisme : Cour des comptes

Critères sociaux : Non

Critères environnementaux : Oui

Mots descripteurs : Chauffage (travaux)

Sous quel(s) département(s) votre annonce doit-elle être mise en ligne : 62 - Pas-de-Calais

Informations relatives à l'avis

Identifiant de l'avis : 519404b3-31d3-494c-b858-bee1218c4abe

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : MAPA - Avis de marché

Sous-type d'avis : Avis de marché

Adresse électronique de l'expéditeur :

WMhCmbsNspPI7DphE2fEzp99rNZwZVGx+7cl0Y43NT0pZm67ePrTqeqHwPtiiFnEKHKRj22E5jzWsjeLCzWU/
g==

Date d'envoi de l'avis : 24/07/2026 15:46

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français